

**Hearing à la Chambre des Députés**  
**La Stratégie de Lisbonne**  
**5 mars 2008**

Prise de position du Cercle de Coopération des ONGD



**La stratégie de Lisbonne et les relations Nord-Sud**

La stratégie de Lisbonne de l'UE place la croissance et la compétitivité économiques en premier lieu pour atteindre des ambitions plus générales : « *La Commission propose de donner un nouveau départ à la stratégie de Lisbonne en concentrant notre action sur deux missions principales: réaliser une croissance plus forte et durable et créer des emplois plus nombreux et meilleurs. Relever le défi de la croissance et de l'emploi en Europe, voilà la clé qui libérera les moyens nécessaires pour concrétiser nos ambitions plus générales sur le plan économique, social et environnemental* ». <sup>1</sup>

C'est donc par la croissance économique que l'UE veut lutter contre la pauvreté et les problèmes écologiques. On peut alors se poser la question en quoi cette stratégie peut contribuer aux objectifs du développement durable et à la lutte contre la pauvreté qui sont par ailleurs des objectifs déclarés de l'Union européenne et auxquels le Luxembourg adhère.

**La croissance économique actuelle n'aide pas les pauvres !**

Les bénéfices et les coûts d'une croissance économique soutenue ne sont pas répartis équitablement. En 2006, la New Economics Foundation <sup>2</sup> a constaté que la croissance économique était une voie extrêmement inefficace pour réduire la pauvreté. Entre 1990 et 2001, les personnes gagnant moins qu'un dollar par jour n'ont pu profiter que de 0,6% de la croissance réalisée sur la décennie. Si dans son ensemble l'humanité a gagné 100 dollars en plus, les plus pauvres n'en ont reçu que 60 cents. Or cette croissance 166 fois plus grande a provoqué un impact écologique important au niveau de la production et

---

<sup>1</sup> **Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi**, Un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne, Communication de la Commission au Conseil Européen de Printemps 2005, Bruxelles, le 02.02.2005

<sup>2</sup> New Economics Foundation, Growth isn't working, The unbalanced distribution of benefits and costs from economic growth, London, January 2006

de la consommation. Cet impact écologique touche – avant tout – les pauvres, qui non seulement ne profitent pas de la croissance, mais doivent également en supporter les coûts.

La croissance économique dans sa forme actuelle n'est donc pas un outil efficace pour atteindre la réduction de la pauvreté.

La redistribution de 0,12 % du revenu des 10% de la population mondiale les plus riches aurait suffi pour atteindre le même effet dans la lutte contre la pauvreté.

### **La croissance économique actuelle détruit les ressources écologiques au lieu de les préserver!**

#### **Apprendre à renoncer !**

Dans un monde dont les ressources -énergétiques, -écologiques et -sociales sont limitées, une croissance qui se base sur la consommation de ces mêmes ressources n'est pas soutenable.

L'impact du changement climatique sur les sociétés humaines nous montre que l'atmosphère ne peut pas continuer à servir comme récipient des déchets de notre production industrielle.

La disparition des forêts tropicales, la surexploitation des ressources halieutiques des mers du monde entier, les crises liées à l'épuisement des nappes phréatiques montrent que le non-respect des capacités bio-productives de la planète touche en premier lieu les communautés locales dont les pêcheurs artisanaux, les petits producteurs agricoles, qui représentent la majorité de la population active de la planète.

La consommation excessive des ressources naturelles est certes le corollaire des politiques industrielles de croissance et de compétitivité actuelles et c'est la cause de nos problèmes au niveau écologique et non sa solution.

### **Les politiques de compétitivité actuelles ne permettent pas d'allouer convenablement les ressources !**

Le défi consiste donc à trouver une façon de répartir d'une manière équitable les ressources limitées parmi tous les ayant droits et d'allouer ces ressources le plus efficacement à la satisfaction des besoins d'une population mondiale croissante.

Nous pensons que la compétitivité renforcée telle qu'elle est prônée depuis 2000 et plus encore depuis 2005 par l'agenda de Lisbonne et à partir de 2006 par la stratégie « L'Europe dans le monde » ne constitue pas une voie à suivre pour relever ce défi.

Mettre en concurrence les systèmes de protection sociale au sein de l'Europe conduit inéluctablement à leur érosion. Mettre en concurrence les systèmes de productions en Europe sur le plan économique conduit inéluctablement à surexploiter les ressources naturelles et sociales. En effet, à défaut de perdre sa compétitivité il faut tout faire pour déprécier ces ressources ce qui amène à leur gaspillage.

## Réformer l'intérieur pour mieux conquérir le monde ?

La stratégie de Lisbonne vise à réformer à l'intérieur du marché commun ce qui paraît être un obstacle à la compétitivité de l'UE sur le plan international. « *Ce programme intérieur doit être complété par un volet extérieur regroupant notre politique commerciale et nos autres politiques extérieures, afin que nous puissions saisir les opportunités offertes par une économie mondialisée*<sup>3</sup>. » La stratégie de Lisbonne mène donc directement vers la stratégie appelée « L'Europe dans le monde » initié par le commissaire en charge du commerce extérieur en 2006.

La combinaison de la stratégie de Lisbonne et de celle sur le commerce extérieure visent à améliorer la compétitivité commerciale et économique de l'UE face à un monde en mutation par le renforcement de l'influence que peuvent prendre les sociétés transnationales sur les régulations politiques et commerciales, notamment à travers une série d'accords commerciaux multi et bilatéraux.

Depuis que les pays en voie de développement et les pays émergents ont pu gagner en poids au sein des négociations de l'OMC, l'UE essaye de forcer des accords bilatéraux et régionaux (notamment les Accords de Partenariat Economique, mais également les accords Euromed et Mercosur ainsi qu'avec la Chine, la Russie,...) avec au cœur :

- la réduction des barrières commerciales non tarifaires ;
- l'accès aux ressources énergétiques et aux matières premières
- la protection renforcée des droits intellectuels des entreprises ;
- l'ouverture accélérée des marchés des services ;
- la libéralisation des régimes réglant les investissements étrangers ;
- la libéralisation des marchés publics ;
- l'introduction des politiques concurrentielles dans des pays où ceci constitue un avantage pour les entreprises de l'UE.

Les critères sociaux et les mesures de protection environnementales, y compris de lutte contre le changement climatique ne s'y retrouvent pas. Les ONG, les syndicats voire même les parlements nationaux sont largement exclus de ces négociations et ne sont pas tenus au courant des négociations.

Considérant ce qui précède, nous pensons que :

1. les stratégies de la commission visant le renforcement de la compétitivité internationale des entreprises de l'UE sont inacceptables ;
2. il est indispensable de créer un espace public ouvert et transparent en incluant les parlements nationaux pour les débats autour des accords commerciaux multi- et bilatéraux ;

---

<sup>3</sup> Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au comité économique et social européen et au comité des régions : **Une Europe compétitive dans une économie mondialisée**, *Une contribution à la stratégie européenne pour la croissance et l'emploi*, Bruxelles, le 4 Octobre 2006

3. les accords commerciaux bilatéraux doivent assurer :
  - a. la transparence et la participation démocratique des populations concernées à la définition des politiques commerciales ;
  - b. des standards sociaux, écologiques à respecter par les gouvernement et les entreprises ;
  - c. un espace politique souverain pour des politiques nationales des pays émergents et en voie de développement ;
  - d. la lutte contre le changement climatique ;
  - e. le maintien et le développement du service public pour satisfaire les besoins essentiels ;
  - f. la protection de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture durable dans les pays industriels et en voie de développement ;
  - g. La recherche poussée pour des ressources énergétiques renouvelables, non destructives.
4. l'Union Européenne doit renoncer à ses objectifs de libéralisation du commerce avec les pays émergents et en voie de développement et mettre en œuvre des règles commerciales visant la durabilité des investissements étrangers.
5. l'Union Européenne doit renoncer à la libéralisation de l'approvisionnement public dans les accords commerciaux et réformer ses propres règles en la matière ;

Si nous voulons atteindre une répartition des richesses plus équitable et plus durable à travers le monde et au sein de nos pays, nous devons commencer aujourd'hui à répartir plus équitablement les richesses existantes que ce soit les ressources naturelles ou l'accès au travail et aux revenus.

Si nous voulons être apte à relever les défis du XXIème siècle, nous devons mettre de côté des politiques économiques agressives du XIX siècle et miser sur une croissance de l'efficience et du bien-être non matériel, une croissance de l'équité sociale et de l'accès aux droits humains. La concurrence peut donc servir si elle est orientée par exemple vers l'adéquation entre notre empreinte écologique et la capacité bio-productive de la planète. Une compétitivité sociale et écologique servirait à relever les véritables défis qui se posent à nous.

### **Et au Luxembourg**

Pour le Luxembourg, cela signifie que nous devons remettre en cause les mécanismes d'une accumulation exagérée de richesses sur le territoire national. Il nous faut mettre en œuvre des réformes qui visent avant tout une répartition plus équitable des richesses au niveau international et intergénérationnel.

Cercle de Coopération

5 mars 2008